

Après les mines : une histoire de déclin industriel, d'abandon économique et de la montée de l'extrême droite dans la France rurale

Par Colin Kinniburgh

S'il y a une région du monde qui est synonyme de vin, c'est bien la Bourgogne, dans le centre est de la France. Pourtant, lorsque la famille de ma mère s'y est installée au début des années 1960, le charme des vignobles semblait bien loin. Sanvignes-les-Mines, la ville d'environ 6 000 habitants où ils se sont installés, en faisait pratiquement la publicité, la première partie de son nom étant « sans vignes ».

Bien que tout près des plus illustres vignobles de France, ce coin de la Bourgogne ressemblait peu au pays des grands crus. C'était le pays du charbon, comme l'évoque la deuxième partie du nom de la ville. La ville voisine, Montceau-les-Mines, dont la population s'élevait alors à environ 28 000 habitants, était au centre d'un bassin minier important. À leur apogée, les mines locales employaient quelque 12 000 mineurs, pour la plupart des immigrants polonais. Une grande partie du charbon était utilisée non loin de là, au Creusot, pour alimenter les fours de ce qui fut un temps la plus grande aciérie de France.

Aujourd'hui, les cheminées géantes de la centrale à charbon surplombent toujours Montceau, mais les emplois regroupés autour des mines ont disparu depuis longtemps. Entre 1975 et 2015, la région a perdu [plus de la moitié](#) de ses emplois industriels. Le taux de chômage local a grimpé à 22 %, contre 14 % au niveau national. Et ce, sans compter les quelque 10 000 personnes, soit un tiers des habitants, ayant quitté Montceau au cours de la même période. Les personnes qui sont restées sont plus âgées que la moyenne de la population : plus d'une personne sur trois a plus de 60 ans, contre une sur quatre dans l'ensemble de la France.

La politique a également évolué progressivement. Pendant une grande partie de son histoire d'après-guerre, le sud-ouest de la Bourgogne servait quasiment de baromètre de la politique nationale, en penchant toutefois légèrement à gauche. Pourtant, au début des années 2000, cette situation a commencé à changer. Le Front National (FN) d'extrême droite, alors dirigé par Jean-Marie Le Pen, a commencé à gagner du terrain. À Montceau même, Jean-Marie Le Pen a obtenu 18 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle de 2002, soit un point de plus que dans l'ensemble de la France. Lorsque sa fille Marine a pris les rênes du parti, la popularité du FN n'a cessé de croître. En 2017, la jeune Le Pen a terminé en tête à Montceau, avec 27 % des voix au premier tour, soit près de 6 points de plus qu'au niveau national.



Les résultats du second tour sont encore plus frappants à Montceau. En 2002, le score de Jean-Marie Le Pen face à Jacques Chirac est resté inchangé par rapport au premier tour, soit 18 %, alors qu'en 2017, celui de Marine Le Pen a grimpé à 40 % au second tour.

Si l'on en croit les sondages nationaux, Mme Le Pen est pratiquement certaine d'améliorer ces scores lors de l'élection présidentielle de l'année prochaine. [Presque tous les sondages réalisés cette année](#) la placent en tête d'un échiquier politique désordonné, devant Macron et un enchevêtrement de figures de gauche, dont la plupart n'ont pas encore confirmé leur candidature. Dans des villes comme Montceau, l'extrême droite pourrait bien dominer les deux tours.

Le passage progressif de Montceau-les-Mines d'un centre industriel penchant vers la gauche à un champ libre pour l'extrême droite est lié à l'histoire des combustibles fossiles.

La fermeture des mines « a porté un coup de massue au monde du travail », m'a confié en 2018 René Serge Joby, un ouvrier d'usine à la retraite.

Hélène Ville, chercheuse à l'Institut national de la statistique (Insee) Bourgogne Franche-Comté, tient également cette forte spécialisation économique responsable du déclin de l'ancien bassin industriel.

« Le Creusot-Montceau, non seulement c'est une industrie de première transformation, mais en plus c'était une industrie très, très peu diversifiée, » explique-t-elle.

Dans une [étude de 2019](#), elle et un co-auteur ont comparé Montceau-Le Creusot à cinq autres zones urbaines au profil similaire, couvrant la moitié nord de la France, d'est en ouest. Ils ont constaté que les zones aux industries plus diversifiées avaient rebondi après les pertes d'emplois, tandis que les villes aux économies très concentrées avaient poursuivi leur déclin.

Pour d'anciens travailleurs industriels comme M. Joby, difficile de ne pas être nostalgique. Je l'ai rencontré à quelques kilomètres de Montceau, sur une bretelle d'autoroute où une bande de [gilets jaunes avait installé leur camp](#). Lui et d'autres gilets jaunes évoquaient le militantisme ouvrier qui a marqué l'ère industrielle — un esprit qui est resté, selon lui, « ancré un peu dans les familles ».

À une vingtaine de kilomètres de Montceau, au Creusot, on trouve encore les vestiges d'un foyer historique de l'acier français. À son apogée, à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, Le Creusot était une cité ouvrière dirigée par la dynastie Schneider. Les usines de la famille ont produit la première locomotive de France en 1838 et, en 1870, elles étaient considérées comme les plus grandes d'Europe, avec plus de 10 000 ouvriers. Pendant plus d'un siècle, les patrons de l'usine se sont succédés au poste de maire.



Pourtant, la gestion paternaliste des Schneider ne parvient pas à contenir les revendications des travailleurs. En 1870, une grève des sidérurgistes prend une telle ampleur que le gouvernement doit envoyer 4 000 soldats pour y mettre fin. Les mineurs de charbon se mettent rapidement en grève à leur tour, donnant le ton aux insurrections de la [Commune de 1871](#). Celles-ci ont également eu un [écho éphémère au Creusot](#), réprimé à nouveau par les militaires.

Montceau connaît des vagues de contestation similaires. Entre 1899 et 1901, les mineurs se mettent en grève à plusieurs reprises, obtenant des concessions de la part de la société minière après avoir été rejoints par les artisans et commerçants de la ville. Cette tradition de militantisme se poursuit au XXe siècle. Pendant la Seconde Guerre mondiale, comme me l'a raconté un autre gilet jaune, les mineurs, pour la plupart polonais, font grève contre le gouvernement de Vichy et [rejoignent les brigades de la Résistance dirigées par les communistes](#). En 1947 et 1948, alors que le syndicat CGT est à son apogée, ils rejoignent les vagues de grèves nationales à la suite d'une menace du gouvernement de réduire les salaires dans les mines désormais nationalisées. En octobre 1948, les grèves atteignent un point culminant à Montceau, où les mineurs non seulement se heurtent à la police, mais [prennent brièvement en otage plus de 100 policiers](#) et confisquent leurs armes.

Mai 68 a également fait des éclats dans la région, notamment une grève et une occupation des aciéries Schneider, qui comptent alors encore plus de 8 000 salariés. Mais cela ne dure pas, et bientôt, la vague gaulliste des élections de juin 1968 gagne Montceau et Le Creusot, qui élisent tous deux des députés de droite.

Lorsque mes grands-parents ont construit leur maison dans le coin, quelques années plus tard, le charbon et l'acier — les deux piliers de la révolution industrielle française — étaient en passe de devenir de l'histoire ancienne. Au milieu des années 1970, l'un des principaux sites miniers locaux est transformé en [musée](#). La dernière mine [a fermé en 1992](#). La sidérurgie, quant à elle, a été durement touchée par les chocs pétroliers des années 1970 ; malgré les efforts de réduction des coûts, les usines du Creusot font faillite en 1984.

René Serge Joby a travaillé une grande partie de sa carrière dans l'une des rares usines ayant ouvert pendant cette période troublée : Potain Poclain, une fusion de deux fabricants de machineries lourdes. Selon lui, l'usine employait pendant quelque temps jusqu'à 800 travailleurs. Mais elle a été progressivement vendue à des sociétés multinationales et démantelée. Lorsque l'usine a [fermé en 2009–10](#), M. Joby a pris sa retraite.



La route express que nous regardions pendant que M. Joby me racontait son histoire explique en partie ce qui est arrivé à la région lorsque les emplois manufacturiers ont disparu. Connue sous le nom de Route Centre Europe Atlantique (RCEA), cette voie rapide a été [conçue et promue](#) à partir des années 1950 par des chambres de commerce et des élus qui cherchaient à créer une liaison directe entre le Portugal et l'Espagne d'un côté et la Suisse, l'Allemagne et l'Europe centrale de l'autre, en passant par le centre de la France.

Sur le tronçon entre Montceau et Le Creusot, la RCEA longe [le canal](#) qui reliait autrefois les mines aux aciéries. Les élus locaux ont essayé de faire du canal (construit à la fin du XVIIIe siècle) un [site touristique](#), mais il sert surtout de toile de fond à un flux constant de circulation.

Sans péage et relativement plate, la RCEA est aujourd'hui un couloir privilégié pour la circulation des camions, bien qu'elle ne comporte que deux voies sur de nombreuses sections. France 3 rapportait en 2011 qu'[un véhicule sur trois](#) circulant sur la route était un camion — soit plus du [double de la proportion](#) de camions présents sur la plupart des autoroutes françaises. Ce fait, combiné à son étroitesse, fait de la RCEA l'une des routes les plus dangereuses de France — surnommée dans les médias « [la route de la mort](#) ».

Sur le plan économique, la RCEA et le vaste réseau autoroutier qu'elle soutient ont fait de la région une sorte de zone intermédiaire. La « Communauté européenne du charbon et de l'acier », précurseur de l'Union européenne, s'est transformée en un projet européen plus vaste, soutenu par le libre-échange et l'économie néolibérale. Les régions façonnées par la première révolution industrielle, comme le sud-ouest de la Bourgogne, se sont retrouvées dans les vastes filets d'un secteur qui se développe aujourd'hui plus rapidement que tout autre, sur continent et au-delà : la logistique.

La RCEA est parsemée d'entrepôts de toutes sortes. À une sortie de la route express, juste en dehors du Creusot, se trouve une gigantesque plateforme logistique appartenant à la chaîne de supermarchés allemande LIDL. Lorsqu'elle a ouvert en 2018, c'était la plus grande plateforme LIDL en France, employant plus de 250 personnes. Plus grande encore, la plateforme Amazon, à une autre demi-heure de route en direction du sud, là où la RCEA croise l'A6, autoroute qui traverse le pays du nord au sud. Le site d'Amazon LYS1 emploie actuellement [près de 600 personnes](#), selon le représentant syndical CGT Antoine Delorme. Ici, aux alentours de Chalon, l'entreposage a crû de 40 % en dix ans, selon Hélène Ville, de l'Insee.

Pourtant, malgré des installations imposantes, l'essor de la logistique n'a pas créé un nombre significatif d'emplois dans l'ancien bassin industriel, explique Hélène Ville. Le secteur se développe (90 offres d'emploi non qualifié à Montceau et au Creusot l'an dernier, contre à peine une dizaine en 2016 selon [Pôle Emploi](#)), mais pas assez pour changer la perspective économique globale.



L'industrie manufacturière n'a pas complètement disparu de la région. L'entreprise de pneus [Michelin emploie encore 1 200 salariés](#) dans son usine située juste à l'extérieur de Montceau, et il existe également quelques ateliers de textiles. Mais si vous cherchez un emploi dans la région aujourd'hui, vous trouverez plus d'annonces dans l'aide à domicile, pour s'occuper d'ouvriers industriels retraités et d'autres de leur génération. En ce sens, la trajectoire de cet ancien bassin industriel reflète celle de [villes comme Pittsburgh](#), comme la décrit l'historien Gabriel Winant dans son récent livre [The Next Shift](#).

Sur les quelque 2 800 emplois listés par Pôle Emploi pour le bassin Montceau-Le Creusot l'année dernière, plus de 20 % relevaient du secteur des soins. La plupart d'entre eux (13 %) concernaient les soins à domicile, et 5 %, des postes d'aide-soignant.

Pourtant, malgré un taux de chômage relativement élevé dans la région, les employeurs dans ce secteur ont eu du mal à recruter. En partie parce que les salaires sont bas, les journées longues et les horaires irréguliers, le travail difficile et les perspectives à long terme incertaines. Du matin au soir, y compris le week-end, vous allez de maison en maison pour aider les personnes âgées et vulnérables à faire leur toilette, à préparer leurs repas, à s'occuper de leur ménage et de leurs courses. Vous les douchez, les nourrissez et nettoyez leurs toilettes. Vous leur tenez compagnie et ajoutez un moment d'intimité à des journées autrement solitaires.

C'est un travail essentiel. Je le sais parce que mon grand-père, vivant seul à Sanvignes, en a dépendu pendant deux ans alors que la maladie d'Alzheimer le privait progressivement de sa capacité à prendre soin de lui-même (il vit désormais dans une maison de retraite à Montceau). Il est difficile d'imaginer comment lui et le reste de ma famille auraient pu s'en sortir sans les femmes patientes et dévouées qui sont venues s'occuper de lui jusqu'à trois fois par jour.

En 2019, j'ai eu l'occasion de feuilleter un livre de témoignages de certaines de ces femmes et de leurs collègues. Elles témoignaient des nombreuses difficultés du métier (les horaires éprouvants, les kilomètres de route, le salaire insuffisant, ainsi que le harcèlement par certains clients...), mais aussi de ses avantages. Le mot « gratifiant » est apparu à plusieurs reprises. Les témoignages des soignants surchargés se ressemblent souvent, d'un pays à l'autre : ils ont conscience de la valeur de leur travail et de son importance pour les personnes dont ils s'occupent, mais leurs employeurs ne les traitent pas en conséquence.

La pandémie de Covid-19 nous a-t-elle fait faire un pas vers la revalorisation de leur travail, afin que cette nouvelle classe ouvrière féminisée ait une chance d'accéder à la stabilité promise par le pacte d'après-guerre ? À la sécurité de l'emploi et aux avantages sociaux durement acquis, au prix de longues et rudes heures dans les mines et les usines, de grèves et de conflits sociaux ?



En France, comme aux États-Unis, de nombreuses personnes sont sorties à leur fenêtre chaque soir pendant la première vague de la pandémie pour applaudir les médecins et les infirmières. Mais le financement des hôpitaux publics a [à peine bougé](#). Et à présent, après avoir été poussés au bout de leurs limites pendant un an, de nombreux travailleurs hospitaliers sont confrontés à une troisième vague [encore plus grave](#) que la première.

Les prestataires de soins à domicile, dont le travail est beaucoup moins visible, n'ont même pas reçu de médaille symbolique et leur salaire est toujours aussi misérable. Sur le site de Pôle emploi, les offres d'emploi à pourvoir actuellement à Montceau dans le secteur des soins à domicile ne mentionnent même pas le salaire proposé, sauf une : un contrat de 6 mois au salaire minimum.

D'une certaine manière, l'histoire de la ville de mon grand-père est celle d'une transition échouée des énergies fossiles vers une économie post-industrielle. Après avoir tourné à plein régime pendant plus d'un siècle, l'économie extractive s'est essouffée, ne laissant que des failles derrière elle. Les politiques publiques n'ont pas réussi à les combler, et ceux qui ne sont pas partis se sont sentis abandonnés.

Bien sûr, le déclin industriel ne peut pas, à lui seul, être tenu responsable de la montée de l'extrême droite. Mais à Montceau, il a fourni un terrain fertile pour que le récit haineux des Le Pen s'installe. Si Montceau continue à servir de baromètre pour la politique française au sens large, comme il l'a fait pendant la seconde moitié du vingtième siècle, alors le pays pourrait s'engager sur une voie très périlleuse.

Il n'est pas difficile d'imaginer des moyens de revitaliser des zones comme celle de Montceau. La transformation du secteur florissant des soins en un secteur payant et traitant ses salariés équitablement serait un premier pas dans la bonne direction. Former les ouvriers à la rénovation énergétique des logements et à la lutte contre la crise climatique en serait un autre.

En l'absence de politiques publiques aussi ambitieuses, les responsables locaux ont cherché d'autres moyens de combler les lacunes. À Sanvignes, ils l'ont fait au sens propre, en remplissant d'eau les anciennes mines à ciel ouvert situées aux abords de la ville. Ces nouveaux « lacs » scintillent d'un bleu éclatant, mais sont interdits à la baignade, la fosse profonde en dessous étant jugée trop dangereuse. Pendant les canicules, les habitants des environs ne peuvent que contempler l'eau d'un œil maussade, ou se baigner à leurs risques et périls.

Colin Kinniburgh est journaliste indépendant à Brooklyn, spécialisé dans les questions liées au changement climatique et aux politiques urbaines. Il travaille également pour [France 24](#) et fait partie du comité éditorial de [Dissent](#).

